

# **A-t-on besoin d'une théorie de la valeur ?**

## **Une contribution au débat**

Xavier Werner

Ce court texte n'a pour seul objet que de cerner la place de la théorie de la valeur dans nos réflexions économiques, afin préciser le rôle que devrait avoir la théorie de la valeur dans les cycles de formation. Est-elle première dans l'exposition des principes d'économie marxiste, est-elle une référence historique, liée à Mandel entre autres, ou est-elle inutile ?

Le cœur du problème est celui de la transformation de la valeur en prix. Archiconnu, toujours invoqué en fin de présentation de la théorie de la valeur. C'est la scission fondamentale qui renvoie la théorie de la valeur dans le monde abstrait, sous jacent : la théorie de la valeur décrit « le travail abstrait du capital », la réflexion dans les prix et dans l'espace de la monnaie décrit son travail concret. L'utilité de la théorie de la valeur est macro-économique. La transformation au sens analytique du terme demande la double égalité de la somme des prix de productions et de la somme des valeurs d'une part et de la somme des profits et de la somme des plus-values d'autre part. Le sens macroéconomique est fort simple : la plus-value réalisée dans un pays du tiers monde peut, du fait de la (très relative) péréquation des taux de profits, se réaliser dans des multinationales du nord (ou inversement !) Théorie difficile à mobiliser pour comprendre la dynamique du capitalisme concret ! (voir l'échange entre Husson et Lévy) Cette théorie nous aide-t-elle à comprendre quelque chose que l'on ne comprendrait pas sans elle ? Ou, au contraire, limite-t-elle le potentiel de compréhension et de critique des marxistes ?

Les points critiques sont connus : la monnaie, la finance, le salariat, l'Etat, théorie de l'exploitation. La stratégie est d'interroger naïvement ce que la théorie de la valeur nous apprend sur chacun des thèmes. Les présentations seront volontairement simplifiés, autant pour aller à l'essentiel, que pour cacher l'ignorance de l'auteur.

Contrairement à certains, je ne présenterai pas la monnaie comme alternative à la théorie de la valeur marxiste. En effet, la monnaie est d'un autre ordre que la théorie de la valeur. Elle me semble toucher à des strates plus profondes du social, et peut exister « logiquement » avec différentes théories de la valeur. La théorie Walrassienne n'a aucune théorie de la monnaie, par exemple, ou en a plusieurs.

La système bancaire, tout d'abord. Le taux d'intérêt réel est une variable de répartition entre différentes fractions des capitalistes.

Avec la théorie de la valeur, on manque me semble-t-il un élément essentiel qui est l'évolution vers les banques centrales indépendantes et l'idée fabuleuse de la neutralité de la monnaie (inflation de long terme) qui justifie les banquiers centraux conservateurs. Deux phénomènes sont révélés par ce processus : 1) la centralisation de la gestion du système bancaire et financier dans les mains d'un organisme hors du marché, qui stabilise le capitalisme par sa politique prudentielle, et détermine une variable clé de la répartition par sa politique monétaire et le choix des taux directeurs. Ce lieu de centralisation du capitalisme (voir le texte de Werner), a des effets économique du tout premier ordre. 2) Le constitutionalisme économique sort du débat démocratique des choix économiques, sous couvert de neutralité. Le capitalisme limite aujourd'hui la sphère de la démocratie bourgeoise pour asseoir son exploitation. La théorie de la valeur

est muette sur de telles dynamiques. Elle tend souvent paradoxalement à se désintéresser des ces phénomènes, les qualifiant de transferts inter-capitalistes. Alors que des taux d'intérêts élevés ont des effets réels importants sur l'investissement (l'accès au crédit d'une manière plus générale, ce dernier est souvent limité par des taux d'intérêts réels élevés). L'interprétation keynésienne (d'un Fitoussi par exemple) peut voir une responsabilité importante de la politique monétaire dans le chômage de masse. Le rentier contre le chômeur.

La financiarisation de l'économie. La titrisation du passif des entreprises (plus que l'accès des ménages aux marchés financiers) entraîne-t-elle des effets réels ? On connaît le débat sur la finance de court terme, la dictature des fonds de pension. Cela a-t-il un effet du premier ordre ? Des études récentes montrent que plus que la nature du passif, proportion dette ou fonds propres, c'est la fractionnement des financeurs qui joue (cf travaux de Colin Mayer). Dans un actionariat éclaté, personne ne se sent responsable de l'entreprise, et chacun tend donc à demander des rendements importants de court ou moyen terme, sans se soucier avec l'attention suffisante de la santé de l'entreprise (la poule aux œufs d'or) à long terme. Un actionariat concentré a mis tous ses œufs dans le même panier, et fait donc plus attention au panier. La structure du capital peut donc modifier la nature des projets d'investissement.

Deuxième aspect, la composition des entreprises. La finance porte de manière militante l'idée des entreprises mono-métiers. La structure de conglomérat est constamment dépréciée par les analystes financiers qui lui appliquent une décote systématique de 10 %. Ce n'est pas à l'entreprise de mutualiser les risques par une diversification interne, c'est aux financiers de diversifier leur portefeuille en achetant des titres de diverses entreprises monométiers. J'achète quelques actions de total et des actions d'un automobiliste pour me couvrir contre le risque pétrole. Un groupe sous-coté est la proie facile des OPA, qui rapporte énormément en vendant ensuite l'entreprise par morceaux. Pour les analystes, le conglomérat est soupçonné de « socialisme », c'est-à-dire d'aider les divisions peu rentables avec les divisions riches ! (voir par exemple Stein, J. (2001), « Agency, Information and Corporate Investment », à paraître). Le dernier livre d'Aglietta est très intéressant à ce propos (Dérives du capitalisme financier), sauf la conclusion où il ressort le capitalisme patrimonial.

Raccourcissement des horizons temporels, réduction de la périphérie des entreprises, ces éléments sont portés par la financiarisation des économies. Sont-ils des effets importants ou second par rapport aux dynamiques lourdes de l'accumulation du capital ? La réponse est empirique et non théorique. Cependant, force est de reconnaître que la théorie de la valeur ne peut difficilement nous aider à comprendre ces points.

Il est souvent avancé qu'un élément important que la théorie de la valeur permet de comprendre est que la finance ne crée pas de valeur. Les intérêts proviennent forcément du travail des autres. Je n'ai jamais vraiment compris ce point. Il me semble renvoyer plutôt à la différence nominal/réel plutôt que prix/valeur. La capitalisation boursière des US représente 4 années de PIB, la capitalisation d'une entreprise représente 20 années de dividendes, à peu près. Si la capitalisation augmente, sans que le PIB réel ne bouge et si l'accroissement de la capitalisation résulte en une augmentation de la consommation (effet richesse) forcément tout va passer dans l'inflation. La richesse produite c'est le PIB réel, pas la capitalisation boursière. S'il s'agit de comprendre que tout taux d'intérêt est une ponction sur la valeur produite, il suffit de regarder le compte d'exploitation des entreprises, il ne me semble pas que la théorie de la valeur soit essentielle sur ce point. La compréhension du fait que le taux d'intérêt réel est une variable institutionnelle (exogène aux économies de marché) suffit à faire tomber le mythe du capital comme source autonome de valeur.

Le salariat. La théorie marxiste n'est pas très utile pour comprendre la dynamique des inégalités salariales. La seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle a vu l'institutionnalisation du salariat. Le salaire minimum, le système de sécurité sociale et de salaire différé en France, les différents systèmes nationaux de négociation (cf les travaux régulationnistes de Boyer par exemple) font que le salaire, et le partage salaires-profits, est le résultat d'un conflit de répartition. Il en est de même pour l'évolution des inégalités de salaire. L'armée de réserve du chômage de masse a permis une « modération salariale » sans équivalent historique, ce qui a accru le profit des entreprises qui n'investissent pas à cause de l'absence de demande. Les trésoreries pléthoriques des entreprises ont permis la hausse des dividendes, les salaires historiques des grands patrons, les salaires astronomiques des cadres dirigeants, etc. Les inégalités augmentent, aspirés par le haut de la pyramide. Que du conflit, pas de valeur.

La moitié de la richesse nationale (en France) est redistribuée par l'Etat. Autant dire que le circuit fisco-financier (cf Bruno Théret) de l'Etat est une partie essentielle du mode de reproduction du capitalisme. Plus que la chute tendancielle du taux de profit, ce qu'il faut expliquer sur le siècle, est la hausse tendancielle de l'impôt. L'avènement de l'Etat providence, issu du compromis de classe est probablement plus utile que la théorie de la valeur pour expliquer ce point.

La théorie de l'exploitation enfin. Michel Husson avance l'idée que seule la théorie de la valeur permet de comprendre l'exploitation capitaliste. Il faut s'arrêter sur ce point qui est essentiel, et qui ne me semble pas convaincant. Prenons la valeur ajoutée nette d'une entreprise. Pour simplifier, elle est égale à la somme de l'investissement, des impôts, du salaire, du paiement des intérêts des dettes et des dividendes. L'intérêt sur les dettes est une variable institutionnelle, qui renvoie au taux d'intérêt réel moyen, qui est déterminé par les banques centrales. C'est un conflit de répartition entre rentier et producteur arbitré par un agent « macro ». Les dividendes sont les revenus résiduels, payés au seul titre du droit de propriété des capitalistes. C'est une bonne mesure du conflit entre salariés et capitalistes. Si le salaire réel baisse du fait d'une hausse du chômage, les dividendes peuvent augmenter. On peut dire que l'exploitation augmente car le droit au revenu est fondé sur un seul rapport social. Je reviens sur ce point plus loin. On peut donc définir l'exploitation dans l'espace des prix, par une pure asymétrie dans le rapport salarial.

Pourquoi le capitalisme au sens étroit de la propriété des entreprises, est-il un rapport d'exploitation ? La propriété des actions donne trois droits. Le premier est le droit au revenu résiduel. Une fois tout payé, le reste revient aux capitalistes. Le second droit est le droit de contrôle du salariat. Le capitaliste peut licencier (ou faire licencier) les travailleurs indésirables. Enfin, la propriété du capital donne le droit à l'allocation du capital. Le capitaliste choisit le taux d'accumulation du capital qui lui semble le plus à même de valoriser son capital. Je laisse volontairement de côté le conflit potentiel entre actionnaires et managers (ou les « cadres »). La thèse de l'entreprise dirigée par les cadres contre les salariés et les actionnaires (le pouvoir de la technostructure) me semble balayée par le tournant des années 80 vers le libéralisme. Ces trois droits définissent l'exploitation capitaliste et sont des rapports sociaux, c'est-à-dire que des institutions différentes pourraient les limiter. Une taxation à 100 % des dividendes, le droit de veto ou décisionnel des CE sur les licenciements ou les décisions d'investissement,

etc...Logiquement, on peut remettre en cause l'exploitation capitaliste, au sens strict du terme en intervenant dans l'espace des prix.

L'ensemble du système de paiement, du rapport salarial, de l'Etat a été avancé comme une alternative à la théorie de la valeur. Ce que j'ai voulu défendre ici, c'est la vision institutionnaliste radicale comme vision de la dynamique du capitalisme. Cette vision en France est portée par exemple par le premier Aglietta, ou le courant radical de la régulation (auquel auraient pu se rallier Duménil et Lévy, selon leur propre analyse). concevoir l'économie comme une lutte entre des institutions (dont les entreprises) médiatisée par la monnaie. On perd une théorie de la valeur, on gagne un *politisme* radical (terme de Salama et Tran Hai Hac). C'est l'analyse politique du matérialisme historique articulée à des causalités économiques à validité locale, qui permettront probablement de renouveler la théorie économique critique.